



Marché n° 08 – 2025

« Assurances du Parc national de la Vanoise »

CAHIER DES CHARGES

Août 2025



Parc national de la Vanoise

135 rue du docteur Julliand • 73000 Chambéry

Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18

www.vanoise-parcnational.fr • info@vanoise-parcnational.fr

Table des matières

1. GENERALITES	4
1.1 MAITRE D'OUVRAGE.....	4
1.2 CONTEXTE DE LA CONSULTATION	4
1.3 CONTENU DE LA MISSION CONFIEE AU PRESTATAIRE.....	5
2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	6
2.1 DÉTAIL DE LA PRESTATION	6
a) Parc de véhicules automobiles	6
b) Refuges en montagne	6
c) Cabanes.....	7
d) Maisons et appartements de gardes.....	8
e) Maison du Parc à Pralognan-la-Vanoise.....	9
f) Siège du Parc national de la Vanoise	10
g) Biens loués ou occupés par le Parc.....	11
h) Vélo et VTT à assistance électrique	11
i) Garantie Dommages aux biens	12
j) Activités du Parc : Responsabilité civile - Défense et Recours protection juridique 12	
2.2 ASSURANCES - GARANTIES	14
3. RÈGLEMENT DE CONSULTATION	15
3.1 MODALITÉS DE LA CONSULTATION.....	15
a) Procédure de passation.....	15
b) Variantes	15
c) Nombre et consistance des lots.....	15
d) Pièces constitutives du marché	15
- <u>Pièces particulières</u>	15
- <u>Pièces générales</u>	16
3.2 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES.....	16
a) Date limite de réception des offres	16
b) Transmission sur support papier.....	16
c) Transmission électronique.....	16
d) Délai de validité des offres.....	17
e) Présentation de l'offre.....	17



3.3	NÉGOCIATION DES OFFRES	18
3.4	JUGEMENT DES OFFRES	18
4.	CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	19
4.1	DURÉE DU MARCHE - DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	19
4.2	PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	19
a)	Nature des prix	19
b)	Base de règlement	19
c)	Délai de paiement	19
4.3	LITIGES	19
5.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	20
6.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20
7.	ANNEXES	21



1. GENERALITES

1.1 MAITRE D'OUVRAGE

Parc national de la Vanoise (PNV)
135, rue du Dr Julliand
73000 Chambéry

Téléphone : 04.79.62.30.54

Le pouvoir adjudicateur : Monsieur Xavier EUDES, Directeur

1.2 CONTEXTE DE LA CONSULTATION

Le Parc national de la Vanoise (PNV) est un établissement public d'Etat à caractère administratif placé sous tutelle du Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche.

Le budget annuel du Parc est d'environ 9 085 500 euros dont :

- 3 255 500 euros (en fonctionnement, investissement et crédits d'intervention),
- et 5 830 000 euros pour le traitement des fonctionnaires et les salaires des agents publics.

L'établissement emploie 73 agents permanents dont 17 administratifs.

Des personnels saisonniers et/ou intérimaires sont employés pour des missions de gardes-animateurs/animateuses dans les réserves naturelles, d'hôtes/hôtesse dans les Points Info Vanoise et d'ouvriers/ouvrières susceptibles d'intervenir sur le territoire de la Vanoise que ce soit pour des travaux de sentiers ou de bâtiments.

Le siège du Parc national de la Vanoise se trouve à Chambéry. L'établissement est organisé en 3 secteurs situés dans les vallées :

. secteur de Haute-Maurienne, avec un bureau principal à Val-Cenis - Termignon, un bureau à Modane et un bureau à Bonneval sur Arc,

. secteur de Pralognan-la-Vanoise, avec un bureau principal à Pralognan, un bureau à Bozel et un bureau à Méribel-Les Allues,

. secteur de Haute-Tarentaise, avec un bureau principal à Bourg St Maurice, un bureau à Peisey-Nancroix et un bureau à Val d'Isère.

Certains sites disposent d'ateliers :

- . au siège à Chambéry,
- . dans les locaux des bureaux des secteurs de Haute Maurienne (à Val-Cenis – Termignon) et de Pralognan la Vanoise (incluant une machine à bois)
- . et dans les maisons des gardes de Peisey-Nancroix et du Laisinant à Val d'Isère.



Le Parc national de la Vanoise est propriétaire :

- de **bâtiments à usage de bureaux et/ou de logements de fonction, et d'appartements** sur les vallées de Tarentaise et de Maurienne,
- **d'une Maison du Parc** à Pralognan-la Vanoise comprenant notamment les bureaux du secteur, un espace d'accueil du public, d'exposition et d'animation, et 2 logements de fonction,
- de **16 refuges en montagne**,
- de **cabanes de gardes** en site isolé,
- et **d'un parc automobile** d'une cinquantaine de véhicules, et de Vélos et VTT AE.

La présente consultation a pour objectif de déterminer le prestataire qui assurera le Parc national de la Vanoise, à partir du 1^{er} janvier 2026.

1.3 CONTENU DE LA MISSION CONFIEE AU PRESTATAIRE

La prestation concerne la couverture des risques liés :

- au parc de véhicules,
- aux refuges en montagne,
- aux cabanes de gardes en site isolé,
- aux maisons et appartements de gardes (à usage de logements de fonction et/ou de bureaux),
- à la Maison du Parc à Pralognan-la-Vanoise,
- au siège du Parc national de la Vanoise à Chambéry,
- aux biens immobiliers loués ou occupés par le Parc,
- à la Responsabilité civile – Défense de l'établissement.

Chacun de ces éléments est détaillé au Chapitre 2 – Modalités techniques, éventuellement complété par des fiches en annexes.



2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 DÉTAIL DE LA PRESTATION

Le prestataire trouvera ci-dessous, les descriptif et détail des garanties souhaitées, pour l'établissement de chaque projet de contrat, au plus près des besoins exprimés par le Parc national de la Vanoise. Les copies des relevés d'information éventuels sont fournies en **annexe 7**.

a) Parc de véhicules automobiles

Le tableau descriptif du parc automobile arrêté au 1^{er} juillet 2025 est joint en **annexe 1**.

Garanties demandées :

- Responsabilité civile (Dommages causés à autrui),
- Assurance personnelle du conducteur (qu'il s'agisse de personnel salarié ou non salarié, contractuel, stagiaire, apprenti, engagé du service civique, ou collaborateur d'un autre organisme, quelle que soit l'ancienneté de son permis de conduire),
- Assurance complémentaire des personnes transportées (salarié ou non, collaborateur d'un autre organisme public ou privé, famille...),
- Protection juridique - Défense recours,
- Assistance en cas d'accident, vol ou panne 0 km / dépannage et rapatriement.

A chiffrer en option : - Bris de glace/optiques.

Le prestataire indiquera dans sa proposition de contrat (ou devis) « flotte » le montant des franchises et les plafonds d'indemnisation.

La facturation, semestrielle ou annuelle, comportera impérativement la production d'un état précisant le montant de la prime d'assurance par véhicule.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

b) Refuges en montagne

Un état descriptif des bâtiments des refuges appartenant au Parc national de la Vanoise (ou reçus en dotation) est joint en **annexe 2**.

Il est complété par un tableau précisant les moyens de protection Incendie, l'accessibilité pour les moyens de secours, la période de gardiennage des refuges et l'existence ou non d'une activité de restauration (**annexe 3**).

N.B. : Le refuge de Cuchet est en gestion libre (sans gardien). Les autres refuges sont gardés, c'est-à-dire qu'un contrat d'affermage (délégation de service public) est établi entre le gardien, exploitant du refuge, et le Parc national de la Vanoise.

Garanties demandées : Assurance multirisques Immeuble

Incendie, explosions, foudre, actes de terrorisme ou d'attentats,

Tempêtes, grêle, neige sur les toitures,



Catastrophes naturelles,
Dommages aux appareils électriques,
Dégâts des eaux, gel des installations,
Vol dans les locaux techniques, détériorations immobilières,
Responsabilité civile immeuble,
Défense recours,
Bris de glaces dans les parties communes,
Pertes indirectes 10 %,
Valeur de reconstruction à neuf des bâtiments.
Renonciation à recours réciproque contre les occupants (gardiens de refuges).

Pour les refuges, le prestataire présentera une offre avec **une franchise Dommages aux biens de 10 000 €.**

Il indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.
Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

c) Cabanes

Les agents exercent des missions de terrain : prospection flore, police de l'environnement, comptages de faune, animations en refuges, y compris en soirée et à l'aube... Celles-ci s'exercent en toutes saisons, hiver compris, quand les conditions météo sont défavorables ou très changeantes et extrêmes du fait des hautes altitudes, souvent sur de longues plages horaires (démarrage au lever du soleil l'été) ou en nocturne (animations en refuges). Elles nécessitent souvent du matériel, qu'il faut porter/stocker.

Ces besoins en termes de stockage, de sécurité et de gain de temps de déplacement nécessitent de disposer de locaux spécifiques pour les agents. Ainsi, des espaces sont réservés aux personnels de l'établissement. Certains se trouvent dans les refuges (local gardes) ou dans des petits bâtiments isolés répartis sur le territoire. Ces espaces sont souvent sommaires mais remplissent un rôle indispensable, ils sont appelés « cabanes ».

La liste des cabanes appartenant au Parc national de la Vanoise est jointe en **annexe 4.**

Garanties demandées : Assurance multirisques Immeuble

Incendie, explosions, foudre, actes de terrorisme ou d'attentats,
Tempêtes, grêle, neige sur les toitures,
Catastrophes naturelles,
Dommages aux appareils électriques,
Dégâts des eaux, gel des installations,
Vol dans les locaux techniques, détériorations immobilières,
Responsabilité civile immeuble,
Défense recours,
Bris de glaces dans les parties communes,
Pertes indirectes 10 %,
Valeur de reconstruction à neuf des bâtiments.



Pour les cabanes, le prestataire présentera une offre avec **une franchise Dommages aux biens de 10 000 €.**

Il indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

d) Maisons et appartements de gardes

Un état descriptif des autres bâtiments ou biens appartenant au Parc national de la Vanoise, est joint en **annexe 5.**

Ces bâtiments sont pour la plupart à usage principal d'habitation. Les logements sont majoritairement occupés par des agents du Parc logés par nécessité absolue de service (sans loyer). Certains abritent également des locaux professionnels : bureaux, ateliers, locaux de stockage, studios de passage dans lesquels les agents du Parc, ou des personnes extérieures à l'établissement mais autorisées, sont susceptibles de dormir.

Pour les bâtiments à usage partagé « Habitation / Locaux professionnels », la surface dédiée aux activités professionnelles et son usage sont précisés dans le tableau en annexe 4.

N.B. : Les agents logés ont eux-mêmes souscrit une assurance multirisques habitation couvrant les risques locatifs.

Garanties demandées :

Assurance Multirisques « propriétaire », occupant ou non-occupant suivant le cas, de chacun de ces bâtiments :

Incendie, explosions, foudre, actes de terrorisme ou d'attentats,

Tempêtes, grêle, neige sur les toitures,

Catastrophes naturelles,

Dégâts des eaux, gel des installations,

Vol dans les locaux techniques, détériorations immobilières,

Défense recours protection juridique,

Bris de glaces

Pertes indirectes 10 %

Valeur de reconstruction à neuf des bâtiments,

ET, selon le cas :

- Responsabilité civile Propriétaire immeuble (lorsque le Parc est propriétaire de l'ensemble du bâtiment),

- Responsabilité civile Propriétaire non occupant – bailleur (y compris pour les deux logements occupés par nécessité absolue de service – sans loyer- dans une copropriété à Lanslevillard),

- Responsabilité civile Propriétaire occupant (pour le garage fermé, à usage de stockage, propriété du Parc dans une résidence en copropriété à Bourg St Maurice).

Le prestataire indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), le montant des franchises et les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

Cahier des charges – Assurances du Parc national de la Vanoise 2026-2028



e) Maison du Parc à Pralognan-la-Vanoise

Le Parc national de la Vanoise est propriétaire d'un bâtiment, sis Avenue de Chasseforêt à Pralognan-la-Vanoise, construit en 1973 et qui a fait l'objet d'une restructuration en 2012-2013. Ce bâtiment a été aménagé de la manière suivante :

- Niveau +1 : 2 logements de fonction (1 T3 de 76 m² et 1 T4 de 85 m²) avec entrée dédiée, bureaux et sanitaires Parc (73 m²), et vide sur salle d'exposition,
- Rez-de-chaussée : l'accueil (15 m²), 2 salles d'exposition (50 et 60 m²) dont une comporte une scénographie (exposition permanente), 1 salle de réunion/animation/projection (35 m²), 1 bureau, 1 studio (15 m²), des sanitaires et le hall d'accès aux logements,
- Niveau -1 : Caves des logements, atelier Parc (avec machine à bois), salle de repos / studio de passage avec sanitaires (pour couchage éventuel), chaufferie granulés bois, stockage (silo à granulés), local CTA.

Le bâtiment est soumis à la réglementation des établissements recevant du public (ERP 5ème catégorie) pour la partie accueillant du public (au rez-de-chaussée) : Salles d'exposition, accueil et salle de réunion/animation/projection. Les autres pièces du rez-de-chaussée, le niveau +1 et le niveau -1 sont réservés au personnel du Parc national, à titre privé ou professionnel. L'effectif théorique des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé de la façon suivante :

Niveau	Activités Surface (m ²)	Base de calcul	Public	Personnel
RDC	Salles d'exposition type Y (110 m ²)	1 personne / 5 m ²	22	
RDC	Accueil, type W (15 m ²)	1 personne / m ²	15	3
RDC	Salle de réunion, type L (35 m ²)	1 personne / m ²	35	
Niveau + 1	Réservé personnel PNV			12
Niveau - 1	Réservé personnel PNV			3
		TOTAL	72	21

(extrait du PV n° 29 du 20/12/2011 de la Sous-commission de la C.C.D.S.A. - formation ERP-IGH qui a émis un avis favorable à la délivrance du permis de construire relatif à l'extension et à la rénovation de la Maison de la Vanoise)

La SHOB du bâtiment est aujourd'hui de 750 m².

N.B. : Les agents logés ont eux-mêmes souscrit une assurance multirisques habitation couvrant les risques locatifs.

Garanties demandées :

Assurance Multirisques « propriétaire » pour l'ensemble du bâtiment,
Incendie, explosions, foudre, actes de terrorisme ou d'attentats,
Tempêtes, grêle, neige sur les toitures,
Catastrophes naturelles,
Dégâts des eaux, gel des installations,
Vol dans les locaux techniques, détériorations immobilières,
Défense recours,
Bris de glaces,
Pertes indirectes 10 %,

Cahier des charges – Assurances du Parc national de la Vanoise 2026-2028



Valeur de reconstruction à neuf des bâtiments,
Responsabilité civile propriétaire immeuble.

Capitaux :

Incendie : contenu des locaux professionnels : 150 000 euros (valeur à neuf sur contenu)

Dégâts des eaux : 45 000 euros

Vol : 30 000 euros

Accidents électriques : 10 000 euros

Bris de glace : 20 000 euros

Frais supplémentaires d'exploitation : 50 000 euros.

Le prestataire indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), le montant des franchises et les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

f) Siège du Parc national de la Vanoise

Lors de sa création, l'établissement public chargé du Parc national de la Vanoise a reçu en dotation un terrain (Propriété de l'État – Ministère de l'Agriculture), à CHAMBERY, afin d'y édifier les constructions nécessaires à l'installation des services de la Direction.

Ce bâtiment, sis 135 rue du Docteur Julliand, abrite le siège de l'établissement.

Il a été construit en 1969 et a fait l'objet de plusieurs restructurations et/ou extensions.

Sa surface est aujourd'hui de 1 350 m² (SHOB).

Il comporte :

Niveau +1 : Bureaux, local serveur, local photocopieur et sanitaires,

Rez-de-chaussée : l'accueil, salle de réunion, espace social (cuisine, repas), bureaux, local photocopieur et sanitaires.

Niveau -1 : Salle de réunion, archives, documentation et stock boutique, atelier, chaufferie gaz, stockage (expositions, matériel...), garage.

Garanties demandées :

Assurance Multirisques « propriétaire » pour l'ensemble du bâtiment

Incendie, explosions, foudre, actes de terrorisme ou d'attentats,

Tempêtes, grêle, neige sur les toitures,

Catastrophes naturelles,

Dégâts des eaux, gel des installations,

Vol dans les locaux techniques, détériorations immobilières,

Défense recours,

Bris de glaces,

Pertes indirectes 10 %,

Valeur de reconstruction à neuf des bâtiments,

Responsabilité civile propriétaire immeuble.



Capitaux :

Incendie : (contenu des locaux professionnels : 300 000 euros (valeur à neuf sur contenu))

Dégâts des eaux : 90 000 euros

Vol : 60 000 euros

Accidents électriques : 15 000 euros

Bris de glace : 10 000 euros

Frais supplémentaires d'exploitation : 100 000 euros.

Le prestataire indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), le montant des franchises et les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

g) Biens loués ou occupés par le Parc

Un état descriptif des différents biens loués ou occupés par le Parc national de la Vanoise est joint en **annexe 6**.

Il s'agit majoritairement de biens immobiliers, à usage de logements (2 appartements loués à la Commune de Pralognan-la Vanoise), de bureaux, de cabanes (abris en montagne) et de garage, ou à usage spécifique.

Garanties demandées :

Assurance des risques locatifs

Incendie, explosions, chute de la foudre,

Dommages aux appareils électriques,

Dégâts des eaux et gel des installations,

Bris de glaces,

Evènements climatiques,

Actes de vandalisme,

Catastrophes naturelles et technologiques,

Attentats,

Responsabilité civile,

Protection juridique - Défense recours,

Vol (Uniquement pour les bureaux).

Le prestataire indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), le montant des franchises et les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

h) Vélo et VTT à assistance électrique

Le Parc national de la Vanoise est propriétaire d'un vélo à assistance électrique (pour des déplacements à proximité du siège du Parc) et d'une quinzaine de VTT à assistance électrique pour des déplacements professionnels en montagne.



Année d'acquisition	Nombre	Valeur d'acquisition
2016	2	7 000,00 €TTC
2017	8	27 470,00 €TTC
2018	1	3 503,40 €TTC
2021	1	3 890,00 €TTC
2024	3	9 231,00 €TTC

Garanties demandées :

- Responsabilité civile (Dommages causés à autrui),
- Assurance personnelle du conducteur (qu'il s'agisse de personnel salarié ou non salarié, contractuel, stagiaire, étudiant, ou collaborateur d'un autre organisme),
- Protection juridique - Défense recours.

i) Garantie Dommages aux biens

La garantie dommages aux biens couvre l'ensemble des biens mentionnés dans le présent cahier des charges et ses annexes :

- Les biens mobiliers (en propriété, loués, mis à disposition ou confiés) en tout lieu y compris en cours de transport,
- Les biens immobiliers dont le PNV est propriétaire,
- Les biens immobiliers dont il est occupant ou locataire,
- Les expositions et matériels prêtés ou loués au PNV.

De plus, sont couverts :

- au titre des biens mobiliers, les vélos à Assistance Electrique (VAE),
- et au titre de la garantie « Dommages aux Biens », les panneaux photovoltaïques posés sur les bâtiments du Parc (sur toiture ou façades).

Une Limitation contractuelle d'indemnité sera mise en place pour un montant minimum de 14.000.000 €.

j) Activités du Parc : Responsabilité civile - Défense et Recours protection juridique

Descriptif des activités :

- Activités administratives et réunions dans les bureaux du Parc,
- Organisation de réunions et d'animations dans et/ou aux abords des refuges du Parc,
- Travaux sur sentiers et dans les bâtiments appartenant ou occupés par le Parc,
- Location de salles communales pour des soirées animation (projection de films, débats...), pour des réunions, etc.,
- Location / emprunt d'expositions ou collections (valeur maxi 15 à 20 000 euros),
- Promenades à pied guidées, commentées ou encadrées par les agents du Parc,
- Participation à des événements locaux (avec tenue d'un stand PNV),
- Formation au maniement des armes (participation des agents du PNV, location/utilisation de centre de tir..),



- Destruction de chiens errants responsables de dégâts sur les troupeaux par les gardes assermentés (autorisée par arrêté préfectoral),
- Comptages chamois, bouquetins, etc. avec la participation de personnes extérieures au Parc national de la Vanoise :
 - . bénévoles non rémunérés : retraités du Parc, accompagnateurs en montagne, chasseurs,
 - . agents du Conservatoire du Patrimoine Naturel de Savoie ou de l'Office du Tourisme, agents de l'Office National des Forêts (ONF) ou de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), en service.

Le recours aux bénévoles est variable en fonction de l'étendue de la (des) zone(s) concernée(s) par l'opération et de sa durée (estimation : 2 à 10 bénévoles sur une quinzaine de dates par an).

Garanties demandées :

Le prestataire garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il peut encourir dans l'exercice de ses activités professionnelles, lorsque cette responsabilité est recherchée sur le fondement des dispositions légales ou des règles de droit administratif, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers (y compris les personnes accompagnées par les agents du Parc, lors de randonnées) à la suite d'un accident provenant :

- de son fait ou du fait de ses préposés, salariés ou non,
- des choses dont il est propriétaire ou dont il a la garde et spécialement le matériel et l'outillage dépendant de son exploitation,
- des immeubles à usage professionnel occupés par l'Assuré avec leurs agencements intérieurs et extérieurs, y compris les stores et enseignes de publicité,
- des animaux dont il a la garde, en cas d'accidents causés à autrui au cours ou à l'occasion de ses activités professionnelles.

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la R.C. que l'assuré peut encourir du fait du gibier, à l'exclusion des dommages causés au cours ou à l'occasion d'actes de chasse ou de destruction d'animaux nuisibles.

Une garantie « Responsabilité Civile dommages subis par les requis civils et collaborateurs occasionnels bénévoles » doit également être prévue :

Cette garantie s'applique aux collaborateurs occasionnels du service public bénévoles et aux civils requis qui présentent leurs concours à des tâches effectuées sous le contrôle ou la surveillance de l'autorité de l'établissement public administratif (comptages bouquetins, chamois, bartavelles, lagopèdes...). Cette garantie couvre les conséquences pécuniaires des responsabilités que les personnes publiques peuvent encourir, en droit privé et en droit administratif, du fait de leur agent, de leur activité et de leur bien. Les dommages peuvent être une atteinte à la vie ou à l'intégrité physique du collaborateur occasionnel.

Le prestataire garantit également les dommages aux objets confiés :

Cette garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir à l'égard des tiers, par suite de dommages causés de façon fortuite aux biens mobiliers qui lui sont confiés ou prêtés par des tiers (y compris pendant leur transport), telle que : Assurance des expositions utilisées par le Parc (pendant la durée de l'exposition et pendant le temps nécessaire aux opérations de montage et démontage des installations -maxi 3 jours



avant et 3 jours après l'événement-), y compris dans des locaux n'appartenant pas au Parc ou non assurés par lui.

Par ailleurs, des assurances, ponctuelles ou pérennes, pourront être souscrites, en cas de besoin, pendant la durée du marché, telles que :

- A l'occasion de l'organisation de manifestations événementielles par le Parc (locations de tentes, d'expositions...), pendant la durée de la manifestation et pendant le temps nécessaire aux opérations de montage et démontage des installations (maxi 3 jours avant et 3 jours après l'événement).
- Lors de la signature d'une nouvelle convention avec un organisme tiers, impliquant l'obligation pour le Parc de contracter une assurance couvrant les biens concernés et/ou la responsabilité civile du Parc.

Enfin, une garantie « Recours protection juridique » prévoit l'intervention de l'assureur, amiable ou devant toute juridiction, à l'encontre d'un tiers responsable des dommages causés à l'établissement et aux personnes ayant la qualité d'assuré au titre du contrat.

Le prestataire indiquera, dans sa proposition de contrat (ou devis), le montant des franchises et les plafonds d'indemnisation et les éventuelles exclusions.

La facturation sera annuelle.

Echéance du contrat : 1^{er} janvier.

2.2 ASSURANCES - GARANTIES

Le prestataire doit être garanti par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile professionnelle en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait du présent marché.

Par dérogation à l'article 9.2. du CCAG-FCS, le prestataire devra justifier qu'il est titulaire de ce contrat, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, lors du dépôt de son offre.

3. RÈGLEMENT DE CONSULTATION

3.1 MODALITÉS DE LA CONSULTATION

a) Procédure de passation

Marché de services passé selon la procédure adaptée (Code de la commande publique et notamment ses articles L2123-1 et R2123-1).

Le marché sera formalisé par la passation de contrats d'assurance avec le prestataire retenu. Les contrats d'assurance seront établis sur la base des propositions de contrats remises dans l'offre, lesquelles devront impérativement prendre en compte, a minima, les préconisations du présent cahier des charges.

b) Variantes

Les variantes techniques sont acceptées mais une réponse du prestataire à l'offre de base décrite dans le présent cahier des charges est impérative.

c) Nombre et consistance des lots

Un lot unique.

En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. En effet, elle risquerait d'aboutir à l'absence d'offres pour la couverture « dommages aux biens », compte tenu de la spécificité des risques à couvrir pour les refuges de montagne, en site isolé et non gardés une partie de l'année.

Toute offre incomplète pourra être éliminée.

d) Pièces constitutives du marché

- Pièces particulières

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- le présent cahier des charges, y compris ses annexes,
- les propositions financières et techniques du prestataire retenu dont découleront les contrats d'assurances.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail du cahier des charges, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

- Pièces générales

Ces documents non fournis dans la consultation sont réputés connus par le titulaire du marché :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS 2021) en vigueur à la date d'établissement du présent marché,
- le Code de la Commande Publique,
- le Code du Travail,
- le Code des assurances.

3.2 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

a) Date limite de réception des offres

Les offres doivent parvenir à M. le Directeur **avant le :**

vendredi 26 septembre 2025 à 12 heures,

sous peine de ne pas pouvoir être retenues.

b) Transmission sur support papier

Aucune offre ne peut être transmise sur support papier. Seules les offres transmises par voie électronique seront analysées – cf. § suivant.

c) Transmission électronique

Seules les offres électroniques sont acceptées. Ces offres doivent nécessairement être transmises par le biais du site www.marches-publics.gouv.fr.

L'entreprise peut, si elle le souhaite, transmettre une copie de sauvegarde de son offre sur une clé USB ou sur papier pour parer à toute éventualité de dysfonctionnement.

La copie de sauvegarde est la copie de l'intégralité des données constituant l'offre. Elle doit être transmise dans les mêmes conditions de forme et de délai que l'offre principale, faute de quoi elle sera rejetée. La copie de sauvegarde ne peut être analysée que dans l'éventualité où l'entreprise peut justifier du dépôt d'une offre électronique, le cas échéant défectueuse, sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Si elle est ouverte à la place de l'offre principale, elle s'y substitue totalement. La copie de sauvegarde doit donc contenir tous les éléments requis et être signée comme l'offre principale.



Cette éventuelle copie de sauvegarde doit être remise sous pli cacheté contre récépissé ou envoyées par voie postale avec accusé de réception à :

Monsieur le Directeur du Parc national de la Vanoise –
135, rue du Dr Julliand – 73000 CHAMBERY

Enveloppe portant la mention :

« **COPIE DE SAUVEGARDE - Offre pour le marché de services – Assurances du Parc national de la Vanoise – NE PAS OUVRIR** » .

d) Délai de validité des offres

Il est de 160 jours à compter de la date limite de remise des offres.

e) Présentation de l'offre

L'offre doit être entièrement rédigée en langue française.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché en euros.

L'offre à remettre comprend **obligatoirement** :

- **Le présent cahier des charges** signé sur la dernière page (avec date, nom du signataire et cachet de l'entreprise), ou signé électroniquement avec production d'un certificat de signature électronique,
- **Une proposition de contrat d'assurance (ou devis) pour chacun des risques à couvrir**. Les propositions partielles ne seront pas admises.
- **Le tableau récapitulatif des montants de prime annuelle pour chaque type de contrat (fourni en Annexe 8),**
- **Une note technique** précisant la façon dont le titulaire envisage de décliner concrètement le présent cahier des charges (moyens matériels, humains, organisation et modalités pratiques pour l'établissement et le suivi des contrats...),
- **Des références récentes** (10 maximum datant de moins de 3 ans) relatives à des prestations similaires – avec coordonnées du client et nom d'un interlocuteur qu'il nous sera possible de joindre.
- **L'ensemble des documents suivants concernant le candidat : attestation ORIAS, attestation d'assurance RC professionnelle, extrait Kbis,**
- **En cas d'intermédiaire d'assurance, le mandat de la compagnie d'assurance permettant de connaître l'étendue de ses pouvoirs et notamment, celui de signer l'offre, ou non, pour le compte de la société d'assurance, ainsi**



qu'une attestation d'assurance et de caution financière.

- **En cas de sous-traitance, le(s) sous-traitant(s) devra (devront) être obligatoirement être déclaré(s).**
- **En cas de co-traitance, la nomination d'un mandataire est obligatoire.**

3.3 NÉGOCIATION DES OFFRES

Les offres pourront être négociées avant sélection du prestataire, à l'appréciation du maître d'ouvrage, avec les 2 entreprises les mieux-disantes.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la négociation avant sélection du prestataire. S'agissant cependant d'une simple faculté, les candidats sont avertis que le marché peut être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, celles-ci se déroulent selon les modalités suivantes :

- Les deux candidats les mieux-disants sont invités à participer à la négociation, sur des éléments qui leur seront communiqués à cette occasion et qui peuvent notamment porter sur le prix ;
- La négociation s'effectue par courriel, courrier et/ou au cours d'entretiens ;
- A l'issue de la négociation, les candidats peuvent, dans un délai identique à tous et préalablement fixé, remettre une nouvelle offre ou maintenir leur offre initiale.

3.4 JUGEMENT DES OFFRES

Les critères de choix de l'offre la mieux-disante sont, par ordre de priorité décroissant (et avec la note correspondante), les suivants :

Critère 1 – Le coût des prestations (0-12)

Critère 2 – L'adéquation de l'offre aux besoins exprimés (0-8)

Le prestataire devra donc clairement se positionner sur ces deux critères.

4. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Les clauses administratives particulières ci-dessous viennent en complément ou en substitution des dispositions du cahier des clauses administratives générales pour les marchés de services.

4.1 DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le présent marché sera conclu avec le prestataire retenu pour une durée d'UN an, à compter de la date d'effet des différents contrats (soit au 1^{er} janvier 2026), reconductible tacitement 2 fois pour une période d'un an (soit une durée totale maximale de 3 années), dans les mêmes conditions techniques et administratives.

Le marché pourra cependant être dénoncé, par l'une ou l'autre des parties, en respectant un préavis minimum de 2 (DEUX) mois avant la date anniversaire des contrats (date d'échéance). La non-reconduction du marché ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité, de quelque nature que ce soit, par le prestataire ou le Parc national de la Vanoise.

4.2 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

a) Nature des prix

Les prix sont fermes pour la première année.

Ils pourront être révisés, en cas de reconduction, à la date anniversaire des contrats d'assurances (date d'échéance annuelle : le 1^{er} janvier).

b) Base de règlement

Les factures ou avis d'échéance seront établis sur la base des contrats d'assurance souscrits. Ils seront impérativement accompagnés d'un état détaillé précisant le montant de la prime d'assurance par véhicule / par site ou par risque.

c) Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture/avis d'échéance par le maître d'ouvrage.

Le paiement est effectué par virement administratif.

4.3 LITIGES

En cas de litige, les parties s'engagent à régler leurs conflits à l'amiable.

A défaut, le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège du Parc national de la Vanoise est seul compétent.



5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr.

Les réponses aux dernières questions seront publiées au plus tard le 16 septembre 2025.

Attention, seules les entreprises ayant retiré le dossier en s'identifiant recevront les réponses ou modifications. Les entreprises qui téléchargent le DCE d'une manière anonyme ne recevront pas les informations.

6. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

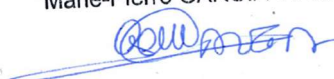
L'article 2.2. Assurances – Garantie – Obligations de résultat déroge à l'article 9.2. du CCAG FCS.

Visa du pouvoir adjudicateur,

A Chambéry, le 29 août 2025

Le Directeur,

Parc national de la Vanoise
Pour le Directeur
La Secrétaire Générale
Marie-Pierre GARCIA-WALECHA



Visa du prestataire (précédé de la mention « lu et approuvé »,

A le

(Nom du signataire et cachet)

7. ANNEXES

Annexe 1 – Descriptif du parc automobile au 01/07/2025

Annexe 2 – Descriptif des refuges au 01/07/2025

Annexe 3 – Complément d'informations sur les refuges au 01/07/2025

Annexe 4 – Liste des cabanes PNV au 01/07/2025

Annexe 5 – Descriptif des maisons et appartements de garde au 01/07/2025

Annexe 6 – Descriptif des biens immobiliers loués ou occupés par le Parc au 01/07/2025

Annexe 7 – Relevés de sinistralité des contrats en cours (Parc Auto, RC et DAB)

Annexe 8 – Tableau récapitulatif de l'offre.

